

Karl Marx - Friedrich Engels :

Abd El Kader - Bugeaud - Algérie

1858

*Trois articles pour The New American Cyclopaedia, écrits en 1858.
Publiés en français dans la revue IVème Internationale de février 1964.*

ABD EL KADER

Un émir de la tribu bédouine de Hashem Garabo [1], dans la province d'Oran et de la partie occidentale de l'Algérie, descendant d'une ancienne famille de marabouts qui pouvait tracer ses origines aussi loin que les califes de la dynastie des Fatimites. Son nom en entier est Sidi el Hadji Abd el Kader Oulid Mhiddeen. Il naquit en 1807 près de Mascara, et fut éduqué dans un collège pour apprendre la théologie et la jurisprudence. Son père, Mhiddeen, émir ou prince de Mascara, jouit de son vivant de la plus haute réputation de sagesse et de sainteté, à un degré tel que sa maison fut un asile pour les débiteurs et les criminels. Son influence souleva les appréhensions du gouverneur turc d'Oran qui craignit qu'il veuille renverser la domination turque. Pour éviter l'inimitié du bey, Mhiddeen fit un pèlerinage à La Mecque. Il mourut en 1834 d'un poison qui lui fut administré par Ben Moosa, chef des Maures de Tlemcen. Abd el Kader avait accompagné son père à La Mecque et acquit ainsi le titre de El Hadji (le saint). On dit qu'il manifesta tôt des capacités dépassant son âge ; il lisait et écrivait aisément l'arabe, et pendant son pèlerinage il apprit l'italien et plus probablement le sabir. En 1827 il visita l'Egypte et passa quelque temps à la cour de Mehemet Ali, étudiant les réformes et le nouveau système de ce politicien astucieux. Son extérieur noble et avenant, ainsi que son affabilité et ses manières simples lui conquirent l'affection de ses compatriotes, tandis que la pureté de ses moeurs lui valut leur respect et leur estime. Il fut le plus accompli des cavaliers arabes, un parfait soldat, et le plus brave parmi les braves. L'occupation d'Alger par les Français ne rencontra qu'une faible résistance de la part des Turcs, mais elle souleva le furieux esprit d'indépendance des tribus indigènes, et après voir versé des flots de sang et dépensé des millions, les Français ne détenaient guère que le sol occupé par leurs propres garnisons.

En 1831, Abd el Kader, le plus formidable de leurs opposants, s'efforça de consolider les tribus en organisant un système de résistance. Son frère aîné était déjà tombé lors d'un conflit avec les Français, au moment où, à la tête de sa propre tribu et des tribus voisines, il commençait à les harasser, évitant tout engagement, et se contentant de surprendre leurs avant-postes et de couper leurs convois. Dans le printemps de 1832, le général Boyer, commandant d'Oran, lança une offensive sans résultat contre Tlemcen, place forte d'Abd el Kader.

Ceci encouragea l'émir à entreprendre des opérations plus décisives et, à la tête de 5.000 Bédouins, il ravagea la province d'Oran et menaça la ville elle-même, sommant les Français d'évacuer le territoire. Son courage et son audace lors de cette expédition, bien qu'elle ne fut suivie d'aucun résultat positif, lui valut l'admiration des Arabes : Trente-deux tribus se déclarèrent immédiatement en sa faveur, et il fut élu chef des croyants en décembre 1832 alors qu'il avait seulement 23 ans. Il se trouva ainsi placé à la tête de 12.000 guerriers avec lesquels il fit le blocus de la ville et intercepta toutes les communications. En avril 1833, le général Desmichels, successeur de Boyer, fit une sortie et mit en pièces un grand nombre de Garabats. Apprenant ce désastre, Abd el Kader avança à nouveau sur Oran, mais sans succès ; et le 7 mai, les Français assiégèrent la ville d'Arzew, un des postes qui permettait au chef arabe de

garder une voie de communication par mer. Cependant, ces revers ne modifièrent en rien la réputation d'Abd el Kader auprès de ses compatriotes.

Il occupa Tlemcen, puis avança sur Mostaganem, ville en possession des Turcs, jusqu'au nord-est d'Arzew ; mais les Français devancèrent ses opérations, et s'emparèrent de Mostaganem. Le général Desmichels s'efforça alors de saper la puissance d'Abd el Kader, et d'amener les tribus indigènes à reconnaître la suprématie de la France. Il réussit à enlever la smahla d'Abd el Kader, défaite dont ce dernier se vengea bien par la suite. En décembre 1833 et en janvier 1834, Abd el Kader, surtout à cause des désertions qui se produisirent dans son camp, essuya de sérieux échecs, et fut contraint de conclure la paix avec les Français. Il demanda l'échange de prisonniers et la protection de tout résident ou voyageur européen ; tandis que les Français le reconnaissaient comme prince indépendant, et s'engageaient à l'aider à maintenir son autorité sur ses propres tribus, lui, de son côté, ne devait pas intervenir dans celles qui étaient sous protection française. Abd el Kader s'occupa alors de reprendre son influence sur les tribus qui avaient été quelque peu ébranlées par ses échecs ; il s'efforça aussi d'introduire les méthodes et la discipline européennes parmi ses troupes.

Un puissant chef du désert, Moussa el Sherif, eut assez d'audace pour se mesurer à Abd el Kader dont il jalousait la puissance grandissante. L'émir prit prétexte de ces hostilités pour franchir le Chelif (frontière que lui avait assignée le traité) et châtier l'insolence de son rival. Cette expédition confirma sa réputation, et plusieurs tribus du désert se rallièrent, le reconnaissant comme sultan.

Il profita de son pouvoir ainsi accru pour établir la sécurité des transports publics, pour réformer les abus grossiers des cours de justice et pour assurer les droits de la propriété. Dans l'espoir d'obtenir des ressources financières, il accorda à un Juif nommé Durand un monopole de commerce intérieur et extérieur sur son territoire, ce qui lui procura un revenu immédiat et lui permit d'intervenir dans l'approvisionnement des garnisons et des colons français. Le gouvernement français s' alarma bientôt et, rappelant Desmichels qu'il désapprouvait pour son manque d'énergie, nomma à sa place le général Trézel commandant d'Oran. On ne mit pas longtemps à trouver un prétexte pour de nouvelles hostilités. En 1835 les chefs de smahlas et des douars, qui s'étaient placés sous protection française, demandèrent l'intervention de Trézel contre Abd el Kader, qui avait insisté pour qu'ils renoncent à leur alliance avec les Français. Avec ses troupes, le général Trézel avança vers Mascara. Il fut surpris dans sa marche par Abd el Kader dans le défilé de Mouleh Ismael, et dut se retirer sur Arzew après avoir perdu un canon, son train et avec près de 600 blessés ou tués.

Abd el Kader adressa une lettre de justification au comte d'Erlon, gouverneur d'Algérie, dans lequel il rejetait toute la responsabilité des récents événements sur le général Trézel.

En même temps, il envoya des messagers dans toutes les tribus pour leur montrer l'insolence et la trahison des Français et les appeler à se rallier à lui pour une protection mutuelle. Le maréchal Clauzel fut alors envoyé à Alger comme gouverneur, avec des instructions pour écraser Abd el Kader d'un seul coup ; celui-ci, de son côté, entièrement au courant de ce qui se passait, ne fut pas long à affronter ses ennemis. Il promulgua les dénonciations les plus terribles contre tous ceux que l'on trouverait partisans des Français ou leur fournissant des vivres. En conséquence, les garnisons et les avant-postes français étaient presque affamés et ne pouvaient obtenir de nourriture que par des razzias dans lesquelles amis et ennemis étaient traités de la même façon.

L'émir rassembla plus de 50.000 hommes et, par ses manoeuvres, il parvint à repousser l'avance française jusqu'à la saison des pluies. Ce n'est qu'en novembre que les Français, dans leur marche contre Mascara, arrivèrent à Oran. Mostaganem et Arzew étaient occupées par de nombreuses garnisons et Clauzel avança en pays ennemi avec 13.000 hommes. Après plusieurs jours de combats incessants, il parvint à Mascara le 6 décembre, et se vengea d'Abd el Kader en faisant de cette ville un monceau de ruines.

Une fois réussi cet exploit odieux, les Français furent contraints de se retirer à nouveau. Ils prirent ensuite Tlemcen, en janvier 1836, l'occupèrent, puis retournèrent à Oran. Bien qu'ils aient vaincu les Kabyles en une seule bataille, l'infatigable émire ne cesse de harasser leur retraite qu'ils n'effectuèrent finalement qu'après de sérieuses pertes. Ce mode de guerre sauvage et criminel, qui n'était rien de plus qu'un système de raids, n'eut aucun résultat positif pour les Français. Dès que l'armée se fut retirée, les habitants de Tlemcen se dressèrent contre la garnison française dont les convois furent coupés, et le général d'Arlandes, commandant en second, reçut l'ordre d'établir un camp fortifié sur la Tafna dans le but de couvrir Tlemcen et de garder libres les voies de communication entre ce poste et les endroits favorables aux Français. Il avança avec 3.000 hommes tandis qu'une autre division de 4.000 hommes était envoyée par mer.

Quand il arriva à environ huit kilomètres de Tlemcen, il fut attaqué par Abd el Kader et 10.000 Arabes et repoussé dans son camp fortifié où il fut enfermé et forcé de rester jusqu'à ce que Bugeaud, à la tête de 4.000 hommes vienne le délivrer. Abd el Kader répandit le bruit que la cause française était perdue, et, par ce moyen, souleva les tribus arabes à un tel point de fanatisme qu'elles se levèrent en masse contre l'envahisseur détesté. Le général Bugeaud prit alors le commandement. Son caractère intransigeant infusa un nouvel esprit dans l'armée française.

Abd el Kader fut repoussé, et la garnison de Tlemcen qui se trouvait au bord de la famine, fut délivrée. Abd el Kader menaça le camp fortifié français sur la Tafna, et Bugeaud, acceptant son défi, quitta son retranchement et lui infligea une défaite totale, le 6 juillet 1836. Cependant, cette défaite n'aurait pas arrêté l'intrépide Arabe, si en même temps n'était intervenue la révolte de la puissante tribu de la Flita ; il se retira pour la châtier.

Bientôt Abd el Kader reprit les armes et Clauzel, qui était très occupé à Constantine, envoya encore une fois Bugeaud dans la province d'Oran en 1837, à la tête de 12.000 hommes. Le commandant français lança des proclamations, annonçant son intention de marcher sur les territoires arabes à la tête d'une force capable d'écraser toute résistance, mais en même temps il offrit la paix aux tribus qui se soumettraient. Ces proclamations eurent un tel effet qu'Abd el Kader fut obligé de demander la paix ; et après un entretien personnel entre lui et Bugeaud, un armistice fut conclu le 7 mai 1837, par lequel il reconnaissait la souveraineté de la France, et acceptait de rendre la province d'Oran et de se limiter à Koléah, Médéa et Tlemcen...

BUGEAUD

Bugeaud de la Piconnerie, Thomas, Robert, duc d'Isly, Maréchal de France, né à Limoges en octobre 1784, mort à Paris le 10 juin 1849. Il entra dans l'armée française comme simple soldat, devint caporal durant la campagne de 1805, et servit comme sous-lieutenant dans la campagne de Prusse et de Pologne (1806-1807), assista comme commandant aux sièges de Lerida, Tortosa et Tarragona et fut promu au grade de lieutenant-colonel après la bataille d'Ordal en Catalogne. Après le premier retour des Bourbons, le colonel Bugeaud célébra le lys blanc en vers de mirliton ; mais ces effusions poétiques étant plutôt traitées avec mépris, il rejoignit, durant les Cent-Jours, le parti de Napoléon qui l'envoya dans l'armée des Alpes, à la tête du 14ème régiment de ligne. Au second retour des Bourbons, il se retira à Excideuil, dans le domaine de son père. Au moment de l'invasion d'Espagne par le duc d'Angoulême, il offrit son épée aux Bourbons mais, l'offre étant refusée, il devint libéral et rejoignit le mouvement qui conduisit finalement à la révolution de 1830. Il fut choisi comme membre de la Chambre des députés en 1831 et nommé général de brigade par Louis-Philippe. Nommé gouverneur de la citadelle de Blaye, il avait la duchesse de Berry sous sa garde, mais la façon dont il s'acquitta de sa mission ne lui valut aucun honneur ; il fut ensuite connu sous le nom de « ex-geôlier de Blaye ». Durant les débats de la Chambre des députés du 16 janvier 1834, M. Larabit, se plaignant de la dictature

militaire de Soult, et Bugeaud l'interrompant par ces mots : « L'obéissance est le premier devoir du soldat un autre député, M. Dulong, demanda, caustique : « Même si on lui demande de devenir geôlier ? ». Cet incident provoqua un duel entre Bugeaud et Dulong, dans lequel ce dernier fut tué. L'exaspération des Parisiens qui s'ensuivit monta encore du fait de sa participation à la répression de l'insurrection parisienne des 13 et 14 avril 1834.

Les forces destinées à réprimer cette insurrection étaient divisées en trois brigades dont l'une était commandée par Bugeaud. Dans la rue Transnonain, une poignée d'insurgés enthousiastes qui tenaient encore une barricade le matin du 14, fut cruellement assassinée par une force démesurée alors que le moment important des opérations était passé. Bien que l'endroit ne fut pas dans la circonscription assignée à la brigade de Bugeaud et que lui-même, donc, n'y ait nullement participé, la haine du peuple lia son nom à ce massacre et, malgré les déclarations contraires, persista à le stigmatiser comme « l'homme de la rue Transnonain Envoyé le 16 juin 1836 en Algérie, le général Bugeaud fut investi d'un poste de commandement dans la province d'Oran, presque indépendant du Gouvernement général. Ayant reçu l'ordre de combattre Abd el Kader et de le soumettre par le déploiement d'une force imposante, il conclut le Traité de la Tafna, laissant échapper toute occasion pour de nouvelles interventions militaires et plaçant son armée dans une situation critique avant même qu'elle n'ait commencé à agir. Avant ce traité, Bugeaud avait mené plusieurs batailles. Un article secret, qui n'avait pas été porté sur le papier accordait 30.000 boojos (environ 12.000 dollars) au général Bugeaud. Rappelé en France, il fut promu au rang de lieutenant général et décoré Grand officier de la Légion d'Honneur. Lorsque la clause secrète du Traité de la Tafna commença à s'ébruiter, Louis-Philippe autorisa Bugeaud à utiliser l'argent pour certaines routes publiques afin d'accroître sa popularité parmi ses électeurs et de s'assurer son siège à la Chambre des députés. Au début de l'année 1841, il fut nommé gouverneur général de l'Algérie, et, sous son administration, la politique française en Algérie se transforma complètement. Il fut le premier gouverneur général dont l'armée fut à la hauteur de sa tâche, qui exerçât une autorité absolue sur les commandants en second, et qui conservât son poste assez de temps pour exécuter un plan dont l'application demandait des années. La bataille d'Isly (14 août 1844) dans laquelle il mit en échec l'armée de l'empereur du Maroc avec des forces nettement inférieures, dut son succès au fait qu'il surprit les Musulmans, sans déclaration de guerre préalable, et à la veille de la conclusion des négociations.

Déjà promu à la dignité de Maréchal de France, le 17 juillet 1843, Bugeaud reçut le titre de duc d'Isly. Comme, après son retour en France, Abd el Kader avait de nouveau regroupé une armée, il fut renvoyé en Algérie, où il écrasa rapidement la révolte arabe. En raison du différend entre Guizot et lui, né de l'expédition en Kabylie qu'il avait entreprise contre les ordres du ministre, il fut remplacé par le duc d'Aumale, ce qui lui « permettrait » selon l'expression de Guizot « de venir jouir de sa gloire en France Dans la nuit du 22 au 23 février 1848, sur le conseil secret de Guizot, il fut introduit auprès de Louis-Philippe qui lui conféra le haut commandement de toutes les forces armées, la ligne aussi bien que la garde nationale. Le 23 à midi, suivi des généraux Rulhières, Bedeau, Lamoricière, de Salles, Saint-Arnaud et d'autres, il alla au quartier général des Tuileries où il fut officiellement investi du haut commandement par le duc de Nemours. Il rappela aux officiers présents que celui qui allait les diriger contre les révolutionnaires parisiens " n'avait jamais été battu, que ce soit sur le champ de bataille ou dans les insurrections ", et que, cette fois encore, il promettait d'en finir rapidement avec " cette canaille rebelle ".

Pendant ce temps, les nouvelles de sa nomination contribuèrent largement à donner aux affaires un tour décisif. La garde nationale encore plus irritée par sa nomination au haut commandement, cria : " A bas Bugeaud ! " " A bas l'homme de la rue Transnonain ! " et refusa absolument d'obéir à ses ordres.

Effrayé par cette manifestation, Louis-Philippe retira ses ordres, et passa la journée du 23 en vaines négociations. Le 24 février, seul du Conseil de Louis-Philippe, Bugeaud poussait encore à la guerre

jusqu'au bout ; mais le roi considérait déjà que sacrifier le maréchal serait un moyen de faire la paix avec la garde nationale. Le haut commandement fut donc placé en d'autres mains, et Bugeaud démissionna. Deux jours après, mais en vain, il offrait son épée au service du gouvernement provisoire. Lorsque Louis-Napoléon devint président, il confia le commandement de l'armée des Alpes à Bugeaud, qui fut aussi élu représentant à la Chambre des députés par la Charente-Inférieure.

Il publia diverses productions littéraires traitant principalement de l'Algérie. En août 1852, un monument lui fut élevé à Alger et un autre dans sa ville natale.

ALGÉRIE

De la première occupation de l'Algérie par les Français jusqu'à nos jours, ce pays malheureux a été l'arène de violence, de rapines et de carnages incessants. Chaque ville, grande ou petite, a été conquise en détail et au prix d'un immense sacrifice de vies humaines. Les tribus arabes et kabyles, pour qui l'indépendance est chose précieuse, et la haine de la domination étrangère un principe plus cher que la vie elle-même, ont été écrasées par les terribles razzias qui brûlèrent et détruisirent demeures et propriétés, abattirent les récoltes, massacrèrent les malheureux ou les soumirent à toutes les horreurs de la brutalité et de la concupiscence. Les Français, contre tous les préceptes d'humanité, de civilisation et de chrétienté persistent dans ce système de guerre barbare. Comme circonstances atténuantes, ils allèguent que les Kabyles sont féroces, s'adonnent au meurtre, torturent leurs prisonniers, et qu'avec des sauvages l'indulgence est une erreur. On peut toutefois mettre en doute la politique d'un gouvernement civilisé qui a recours à la loi du talion.

Et si l'on doit juger de l'arbre par ses fruits, après une dépense d'environ cent millions de dollars et le sacrifice de centaines de milliers de vies humaines, tout ce que l'on peut dire de l'Algérie, c'est que c'est une école de guerre pour les soldats et généraux français, dans laquelle tous les officiers français qui remportèrent des lauriers dans la guerre de Crimée, reçurent leur éducation et leur entraînement militaire. Comme tentative de colonisation, le nombre des Européens comparé à celui des indigènes se révèle un échec presque complet ; et c'est pourtant un des pays les plus fertiles du monde, l'ancien grenier de l'Italie, à vingt heures de trajet de la France, où il manque seulement (face aux militaires amis comme face aux sauvages ennemis) la sécurité pour la vie et la propriété. Que cet échec soit imputable à un défaut inhérent au caractère français qui les rendrait inapte à l'émigration, ou à une administration locale peu judicieuse, il n'est pas de notre ressort d'en discuter. Chaque ville importante, Constantine, Bône, Bougie, Arzew, Mostaganem, Tlemcen fut emportée dans un assaut avec toutes ses horreurs. Les indigènes s'étaient soumis de mauvaise grâce à leurs maîtres turcs, qui avaient au moins le mérite d'être des coreligionnaires ; mais ils ne trouvèrent aucun avantage dans la prétendue civilisation du nouveau gouvernement, contre lequel ils avaient, en plus, toute la répugnance du fanatisme religieux. Chaque gouverneur ne venait que pour renouveler les violences du précédent ; des proclamations annonçaient les intentions les plus aimables, mais l'armée d'occupation, les manoeuvres militaires, les terribles cruautés pratiquées de part et d'autre, tout réfutait les professions de paix et de bonne volonté. En 1831, le baron Pichon avait été nommé intendant civil, et il s'efforça d'organiser un système d'administration civile qui suivrait le gouvernement militaire dans ses déplacements, mais le contrôle que ses mesures auraient exercé sur le gouverneur en chef offensèrent Savary, duc de Rovigo, ancien ministre de la police de Napoléon, et sur ses instances, on rappela Pichon. Sous Savary, l'Algérie devint l'exil de tous ceux dont la conduite sociale et politique les avaient mis sous le coup de la loi ; et une légion étrangère, dont les soldats avaient interdiction d'entrer dans les villes, fut introduite en Algérie. En 1833, une pétition fut présentée à la Chambre des députés, déclarant :

« Depuis trois ans nous avons souffert toutes les injustices possibles. Chaque fois que l'on adresse des plaintes aux autorités, on n'y répond que par de nouvelles atrocités dirigées particulièrement contre

ceux qui ont émis ces plaintes. De ce fait, personne n'ose bouger, c'est pourquoi il n'y a aucune signature au bas de cette pétition. Messieurs, nous vous supplions, au nom de l'humanité, de nous délivrer de cette écrasante tyrannie, de nous racheter pour nous enlever au joug de cet esclavage. Si la terre doit être soumise à la loi martiale, s'il ne doit pas y avoir de pouvoir civil, nous sommes perdus, il n'y aura jamais de paix pour nous. »

Cette pétition amena la création d'une commission d'enquête, ce qui eut pour conséquence l'établissement d'une administration civile. A la mort de Savary, sous l'autorité intérimaire du général Voirol, on commença à prendre certaines mesures calculées dans le but d'apaiser l'irritation ; l'assèchement des marais, l'amélioration des routes, l'organisation d'une milice indigène. Cependant, tout ceci fut abandonné au retour du maréchal Clauzel qui entreprit une première et très malheureuse expédition contre Constantine. Son gouvernement donna si peu satisfaction, qu'une pétition demandant enquête sur ses abus, signée par cinquante-quatre personnalités liées à la province, fut envoyée à Paris en 1836. Ceci amena en fin de compte, la démission de Clauzel. Durant tout le règne de Louis- Philippe on essaya de coloniser, en fait on n'aboutit qu'à des spéculations ; à la colonisation militaire, qui était inutile, car les cultivateurs n'étaient pas en sécurité lorsqu'ils se trouvaient loin des canons de leurs propres blockhaus ; à des tentatives de coloniser l'Est de l'Algérie et de chasser Abd el Kader d'Oran et de l'Ouest.

La chute de ce chef intrépide pacifia le pays, si bien que la grande tribu des Hamianes Garabas fit aussitôt sa soumission. A la Révolution de 1848, le général Cavaignac fut nommé pour relever le duc d'Aumale comme gouverneur de la province, ce dernier se retira alors, ainsi que le prince de Joinville qui se trouvait aussi en Algérie. Mais la République n'eut pas plus de chance que la monarchie dans l'administration de cette province. Plusieurs gouverneurs se succédèrent durant sa brève existence. On envoya des colons pour cultiver les terres, mais ils moururent ou quittèrent, dégoûtés. En 1849, le général Pélissier attaqua plusieurs tribus et les villages des Beni Sillem ; leurs récoltes et toute propriété accessible furent brûlées comme d'habitude, parce qu'ils refusaient de payer le tribut. A Zaab, région fertile à la frontière du désert, à la suite du sermon d'un marabout, qui produisit une vive agitation, on envoya une armée de 1.200 hommes ; mais les habitants réussirent à les mettre en échec, et on découvrit que la révolte qui était très étendue était fomentée par des associations secrètes appelées les Sidi Abderrahman, dont le but principal était l'élimination des Français. Les rebelles ne furent réprimés que lorsqu'une expédition conduite par les généraux Canrobert et Herbillon fut dirigée contre eux.

Et le siège de Zoatcha, une ville arabe, prouvait que les indigènes n'avaient ni perdu courage, ni ne s'étaient pris d'affection pour leurs envahisseurs. La ville résista aux efforts de leurs assiégeants pendant cinquante et un jours et fut enfin prise d'assaut. La Petite Kabylie ne se rendit pas avant 1851, lorsque le général Saint-Arnaud la soumit et établit ainsi une ligne de communication entre Philippeville et Constantine. Les bulletins et les journaux français abondent en déclarations sur la paix et la prospérité de l'Algérie. Ce sont des hommages à la vanité nationale. Le pays est encore plus instable que jamais à l'intérieur. La suprématie française est parfaitement illusoire sauf sur la côte et près des villes. Les tribus affirment encore leur indépendance et leur horreur du régime français, et le système atroce des razzias n'est pas abandonné, car en 1857 une razzia réussie fut effectuée par le maréchal Randon sur les villages et les demeures des Kabyles jusqu'alors insoumis, pour ajouter leur territoire aux domaines français. Les indigènes sont encore gouvernés par une poigne de fer et les émeutes incessantes montrent le maintien incertain de l'occupation française, et la fragilité d'une paix ainsi maintenue.

En fait, un procès qui eut lieu à Oran en août 1857 dans lequel le capitaine Doineau, directeur du " Bureau arabe " fut reconnu coupable du meurtre d'un important et riche indigène, révéla ainsi une pratique habituelle, chez les Français, même de rang inférieur, fonctionnaires du pouvoir le plus cruel et le plus despotique, ce qui fort justement attira l'attention de l'opinion mondiale. Actuellement, le gouvernement est divisé en trois provinces. Celle de Constantine à l'est, celle d'Alger au centre, et celle

d'Oran à l'ouest. Le pays est sous le contrôle du gouverneur général, qui est aussi commandant en chef, assisté d'un secrétaire, intendant civil, et d'un Conseil composé du directeur de l'Intérieur, du commandant de la marine, de l'intendant militaire, et d'un procureur général, dont le travail consiste à entériner les actes du gouverneur, le Conseil des contentieux, à Alger prend connaissance des délits civils et criminels. Les provinces où a été organisée une administration civile ont des maires, des juges et des commissaires de police. Les tribus indigènes vivant dans la religion musulmane ont encore leurs cadis ; mais on a établi un système d'arbitrage entre elles dont on dit qu'ils le préfèrent, et un officier (l'avocat des Arabes) est spécialement chargé de défendre les intérêts arabes devant les tribunaux français.

Depuis l'occupation française, on affirme que le commerce s'est considérablement accru. Les importations sont évaluées à 22 millions de dollars, les exportations à 3 millions. Les importations sont : le coton, les lainages, la soie, les soieries, le grain et la farine, le citron, le sucre raffiné ; les exportations sont le corail brut, les peaux, le froment, l'huile, la laine et d'autres matières de moindre importance.

Note

[1] Ces articles ont été publiés, dans la revue IVème Internationale de février 1964, précédés du texte suivant :

Des inédits en français de K. MARX et F. ENGELS sur la conquête de l'Algérie par l'impérialisme français.

Nous publions, pour la première fois en français, trois textes de Marx et d'Engels relatifs à la conquête de l'Algérie par la France. Ces textes font partie des articles rédigés par les deux fondateurs du marxisme pour la New American Cyclopedia, encyclopédie populaire éditée aux Etats-Unis par Charles A. Dana et Georges Ripley et à laquelle Marx et Engels collaborèrent en 1858.

En fait, ce fut Marx seul qui reçut la commission de rédiger une série d'articles pour le volume I-IV de la New American Cyclopedia, qui parurent entre 1858 et 1865. Mais, pour aider son ami et lui permettre de consacrer le maximum de son temps à la préparation du Capital (Marx venait d'achever les Grundrisse der Kritik der politischen Okonomie et commençait la rédaction de Zur Kritik der politischen (Ekonomie, dont l'introduction allait devenir en quelque sorte la formulation classique de la théorie du matérialisme historique), Engels prit sur lui de rédiger plusieurs articles, surtout ceux ayant trait aux problèmes militaires. En général, il envoya également de la documentation à Marx pour faciliter la rédaction des articles écrits par celui-ci.

Bien que ce travail fut rapidement achevé et qu'il constitue en partie un travail de compulsation de dictionnaires, de nombreux passages reflètent la profondeur de la pensée de Marx et d'Engels, et leur jugement très sûr concernant un grand nombre de sujets. L'article Army rédigé par Engels pour le volume I de la New American Cyclopedia constitue un véritable raccourci d'une histoire militaire universelle et de l'influence que l'évolution sociale et économique exerça sur l'évolution de l'art militaire.

Les articles de la New American Cyclopedia ne sont pas signés. L'identification d'un certain nombre d'entre eux a donné lieu à des controverses, d'autant plus que les directeurs de l'Encyclopédie n'hésitaient pas à modifier, à ajouter ou retrancher aux textes que leur envoyaient les collaborateurs auxquels ils faisaient appel, y compris Marx et Engels.

Controversé est notamment le cas de l'article Abd el Kader. Maximilien Rubel (Bibliographie des Oeuvres de Karl Marx. Librairie Marcel Rivière & Cie. Paris 1956, p. 137) l'attribue à Frédéric Engels,

et plusieurs lettres échangées entre les deux amis semblent confirmer cette paternité. Cependant, la revue Voprossi Istorii KPSS (Questions d'Histoire du P.C.U.S., 1958, p. 192) conteste cette paternité et l'attribue à W. Hamfris.

La nouvelle édition des Œuvres Complètes de Marx-Engels, par l'Institut du Marxisme-Léninisme de Moscou — édition suivie fidèlement par les Gesammelte Werke K Marx-Fr. Engels en langue allemande chez Dietz-Verlag, à Berlin-Est, reproduit dans son volume 14 les articles de Marx et d'Engels publiés dans la New American Cyclopeda. L'article Algérie y est dit avoir paru dans le tome I de l'encyclopédie américaine, l'article Bugeaud dans le tome II. L'article Abd el Kader ne fait pas partie de cette édition.

Néanmoins, nous croyons utile de reproduire ici également l'article Abd el Kader, surtout parce qu'il exprime de manière saisissante l'admiration que les fondateurs du marxisme ressentirent en tout cas pour l'indomptable courage des résistants algériens à la conquête française, admiration qui s'exprime par ailleurs également dans les articles Algérie et Bugeaud de la Piconnerie.

En ce qui concerne l'article Algérie, nous en reproduisons seulement la deuxième partie, relative à la conquête française. La première partie, qui a trait à la géographie et à l'histoire algérienne avant la conquête française, est visiblement une compilation d'autres encyclopédies courantes à l'époque, et contient des jugements sur la « piraterie barbare » et les « exactions anarchiques », qui ne sont point conformes à l'esprit avec lequel Marx traita les relations entre les puissances d'Europe et les puissances d'Asie et Afrique aux siècles passés.